CONTRE LE CHOMAGE : Salaire mensuel garanti

Répartition du travail entre tous

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi N° 7 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE 10 JANVIER 1968 PRIX : 1 F

LE RÈGNE DU DOLLAR : L'Europe aussi paie la guerre au Vietnam

L'ECONOMIE de la première puissance mondiale, les Etats-Unis, est en danger. Et pour « préserver le dollar » et lui éviter de suivre le sort de la livre sterling, le gouvernement des U.S.A. vient de prendre une série de mesures qui ne paraissent pas nous concerner à première vue mais qui, toutes, d'une façon ou d'une autre vont frapper le commerce européen et, peut-être, se traduire pour nous par un chômage encore accru.

En effet, l'Etat américain, depuis quelques années, dépense beaucoup. Il dépense beaucoup, principalement en armement, à cause de la guerre du Vietnam. Comme il dépense plus que les impôts ne lui rapportent, il y a un « déficit budgétaire ». Déficit que le gouvernement américain compense, comme tous les gouvernements du monde, en faisant marcher un peu plus « la planche à billets ». Cela s'appelle l'inflation et la monnaie, en l'occurence le dollar, perd de sa valeur. Normalement sur le marché intérieur cela amène une augmentation des prix : moins les billets ont de valeur plus il en faut pour acheter le même objet.

Mais les Etats-Unis, du fait de leur situation prépondérante dans l'économie mondiale, ont la possibilité de faire supporter les frais de leur propre inflation par tous les autres pays.

En effet, dans les échanges internationaux, seules les monnaies réputées stables, ce qu'on appelait les « devises fortes », sont acceptées en paiement. C'est là le rôle international de la livre et surtout du dollar. Il y a donc des dollars en circulation dans le monde entier, et dans les coffres de toutes les grandes banques, comme la Banque de France, ce sont des dollars qui constituent une partie des « réserves ». L'inflation qui existe actuellement aux U.S.A. dévalorise tous ces dollars possédés par les autres pays. C'est ce qui fait que le gouvernement des U.S.A. ne puise pas seulement dans la poche des consommateurs U.S. mais dans celle de tous les consommateurs du monde ou presque.

Nous payons donc ici, en France, par ce biais, la guerre du Vietnam, au même titre que les travailleurs et les consommateurs des U.S.A.

De Gaulle, en tant que représentant des capitalistes français, a bien essayé d'échapper à cette loi : c'est pourquoi il proposait de renoncer au dollar dans les échanges internationaux et d'utiliser l'or. Et dans une certaine mesure il l'a fait.

Ce n'est pas que le sort des consommateurs français apitoie De Gaulle, c'est surtout que ce qui leur est pris par les capitalistes U.S., ne peut plus leur être pris par les capitalistes français.

(Suite page 2)

T.V.A. étendue au commerce

faire payer un peu plus d'impôts aux consommateurs

(Voir page 5)

VIETNAM : *Mauvaise foi et arrogance de l'impérialisme U.S.*

(Photo A.FP) **Trois, quatre, cinq fois par jour...** *(Voir page 2)*

Les files d'attente s'allongent aux bureaux de chômage *(Voir page 8)*

La demande de session extraordinaire de l'assemblée nationale

Une pantomine extra-parlementaire !

A l'heure où nous mettons sous presse nul ne peut encore dire si la Fédération de la Gauche et le P.C.F. parviendront à se mettre d'accord sur un ordre du jour, pour réclamer ensemble une session extraordinaire du parlement.

Après que la proposition de la F.G.D.S. de déposer une motion de censure ait tourné court, les laborieuses tractations auxquelles se sont livrées les deux formations de la gauche, la semaine dernière, au sujet de cette demande de convocation extraordinaire, montrent clairement que les divergences qui existaient entre elles sont loin de s'aplanir.

Et le plus drôle, au fond, c'est que toute cette agitation ne débouche sur rien. Qu'un accord intervienne ou pas, le résultat sera le même. C'est-à-dire nul.

En effet, pour qu'une demande de convocation extraordinaire du parlement puisse être prise en considération, il faudrait qu'elle émane de la majorité absolue des membres de l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire d'au moins 244 députés, ce qui est déjà pratiquement impossible, puisque cela impliquerait l'accord non seulement de la Fédération et du P.C.F., mais encore de tous les députés du Centre Démorcrate.

De plus, si par on ne sait quel miracle, un nombre suffisant de signatures était recueilli, rien n'obligerait de Gaulle à en tenir compte. Et la seule demande de ce genre qui ait été formulée dans les règles, en mars 1960, ne fut pas prise en considération par le chef de l'Etat.

Enfin, en imaginant même que de Gaulle veuille bien convoquer le Parlement, on ne voit vraiment pas pourquoi l'opposition pourrait y porter des coups décisifs, ou même notables, au gaullisme, alors qu'elle a été bien incapable de le faire au cours des sessions ordinaires.

Au lendemain des élections législatives de mars 1967, la Gauche se posait volontiers en vainqueur moral. Et si l'on en croyait « l'Humanité », les jours du gaullisme, qui n'aurait même pas disposé d'une vraie majorité, étaient comptés.

Les militants et les sympathisants du Parti Communiste Français qui ont pu croire alors ces belles paroles ont eu le temps de revenir de leurs illusions. Non seulement ce succès électoral de la gauche n'a pas été suivi du départ de de Gaulle, ni même de celui de Pompidou, mais il n'a pas empêché le gouvernement de s'attaquer comme il ne l'avait jamais fait encore au niveau de vie des travailleurs, de déclencher par sa politique le plus important train de hausse que l'on ait connu depuis des années.

Cela n'est d'ailleurs pas étonnant. Indépendamment des intentions réelles des grands partis de gauche, et des intérêts qu'ils représentent, ils sont dans l'impossibilité, du fait même de la constitution, de s'opposer efficacement, au gouvernement, le voudrait-il, sur le plan parlementaire. C'était d'ailleurs le but même du changement de constitution de 1958 de rendre le pouvoir exécutif indépendant de l'Assemblée Nationale.

Bien sûr, si l'opposition obtenait un jour la majorité absolue à la Chambre des députés, et si elle parvenait à se mettre d'accord sur une politique commune de ses différents partis constitutifs, il n'est pas exclu qu'elle puisse parvenir au pouvoir, encore que cela ne signifierait pas forcément le départ de de Gaulle, Président de la République, et que celui-ci aurait encore de nombreuses cartes légales, et pourquoi pas, illégales, à jouer s'il le voulait.

(Suite page 5)

VIETNAM :

Mauvaise foi et arrogance de l'impérialisme américain

EN septembre dernier, Johnson affirmait : « Les Etats-Unis seront prêts à cesser tout bombardement aérien et naval du Vietnam du Nord lorsque de telles actions ouvriront la voie à des discussions fructueuses ».

LE 30 décembre 1967, le ministre Nord-Vietnamien des Affaires Etrangères, M. Nguyen Duy Trinh déclarait :

« Après la cessation des bombardements et de tout autre acte de guerre contre la R.D.V., Hanoï entamera des conversations avec les Etats-Unis sur les problèmes intéressant les deux parties. »

Washington ne pouvait éviter de prendre position sur la proposition nord-vietnamienne.

Dean Rusk le fit d'abord en discutant sur les termes comparés des déclarations de M. Trinh du 28 janvier 1967 et du 30 décembre 1967 : « Je pense que l'emploi de l'expression « ouvrira » (... des négociations) au lieu de « ouvrirait » ou « pourrait ouvrir » constitue une nouvelle formulation. Nous devons clarifier cet avantage. »

Mais pour finir par répondre :

« Il est impossible de dire si Hanoï procède à des sondages sincères ou s'il s'agit d'une manœuvre de propagande. »

Ainsi, alors qu'en septembre Johnson prétendait être prêt à arrêter les bombardements si cela pouvait ouvrir la voie à « des discussions », il suffit qu'Hanoï propose de discuter justement à cette condition pour que les U.S.A. trouvent que cela ne peut être une proposition valable à l'encontre de leurs propres paroles antérieures.

Leur mauvaise foi et leur refus d'arrêter la guerre sont évidents.

C'est que, si les discussions peuvent être « fructueuses » pour quelqu'un cela ne peut-être que pour les Vietnamiens et pas pour Johnson.

Car pour signer la paix au Vietnam il y a deux conditions que doivent remplir les Américains et qui résument ce pour quoi se battent les Vietnamiens :

— Retrait des troupes U.S. du Sud-Vietnam.

— Arrêt des bombardements au Nord-Vietnam.

Le peuple vietnamien qui a recu en deux ans sur son territoire plus de bombes que toute l'Europe pendant la Deuxième Guerre Mondiale n'a rien à négocier.

Il n'exerce que son bon droit en luttant contre l'agresseur U.S.

Et les seules négociations que les Américains pourraient engager seraient celles qui leur feraient quitter le Vietnam.

Mais pour le moment, en tout cas, il n'est pas question pour les U.S.A. de partir du Vietnam. Bien au contraire, ils intensifient leur effort de guerre. Pour eux, il est hors de question de laisser le « communisme » s'installer au Vietnam et en Extrême-Orient. Le Général Eisenhower déclarait récemment à ce propos : « Treize mille Américains ont donné leur vie pour que le Vietnam du Sud reste libre et indépendant et pour enrayer l'agression communiste en Asie du sud-est. Et je crois que lorsque le peuple américain aura réfléchi à cela, sa décision finale sera qu'il ne faut pas que ces hommes soient morts en vain et que nous devons poursuivre la lutte. »

Mais quoi qu'en pense Eisenhower le peuple américain n'est peut-être pas prêt à payer pour la politique impérialiste de ses dirigeants. Et les seules chances de vraies négociations, les seules chances d'une « paix » qui soit la victoire du peuple vietnamien, elles résident dans la réaction de la classe ouvrière américaine à la guerre qu'on lui fait mener. Va-t-elle accepter qu'en 1968, il y ait au Vietnam plus de 500 000 soldats U.S. ? Et la « crise du dollar » due en partie aux efforts de guerre qu'il s'agit de ne pas réduire, et qui aura ses répercussions sur les travailleurs américains, ne suscitera-t-elle pas aussi une prise de conscience du peuple américain?

Les protestations contre la guerre, sous forme de manifestations de rues, et le refus des jeunes Américains de partir au Vietnam, montrent que quelque chose a changé aux U.S.A.

Et si aujourd'hui la classe ouvrière américaine ne se dresse pas encore contre Johnson et Westmorland, le sort non seulement du Vietnam, mais aussi de la Troisième Guerre mondiale reste entre ses mains.

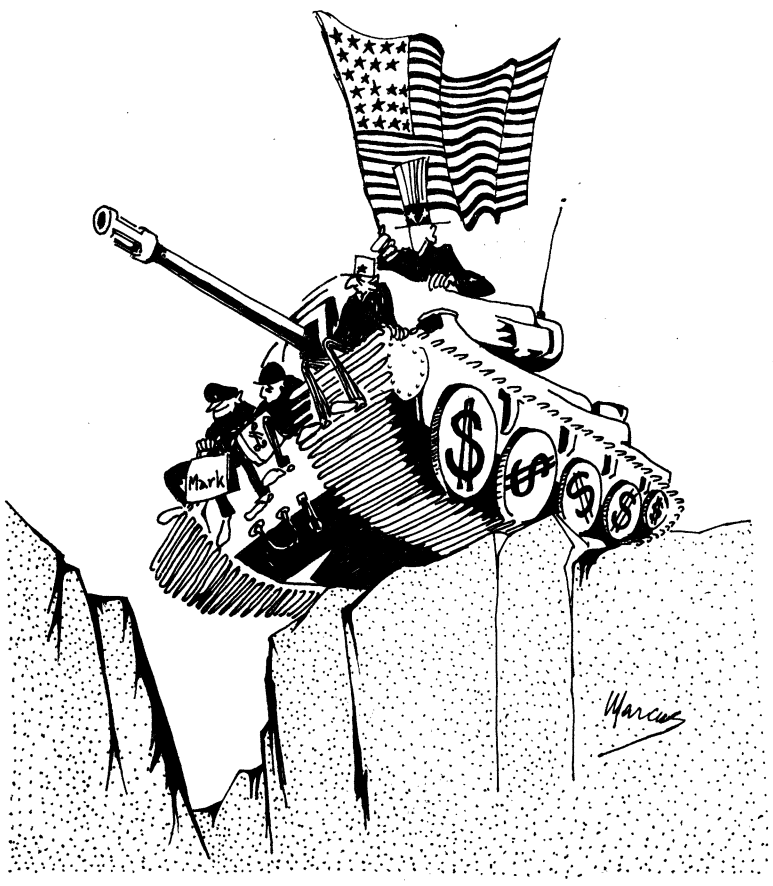
Catherine OLIVIER.

LE RÈGNE DU DOLLAR

(suite de la première page)

Le gouvernement américain vient de répondre à cela, en substance, aux capitalistes européens « si vous ne voulez pas faire les frais de la guerre du Vietnam, en refusant les dollars et en préférant l'or, vous paierez quand même, mais d'une autre façon : nous n'achèterons plus rien à l'Europe et vous vendrez moins ».

Dans le monde moderne toutes les économies sont complémentaires, elles sont intimement liées. Et si demain, à cause de la guerre du Vietnam, la crise s'aggrave aux U.S.A., elle retentira sur l'Europe qui connaitra la récession et le chômage. La grande crise de 1929 était partie de New-York et a ravagé en quelques mois tout le monde capitaliste. De cette crise de 29 est sorti le fascisme en Allemagne, facteur déclenchant de la Deuxième guerre mondiale. De la crise qui se prépare peut surgir la troisième guerre mondiale.



Pas question de descendre en marche...

Même si nous voulions ignorer ce qui se passe dans le monde et en particulier au Vietnam, les lois de l'économie capitaliste nous rappellent que notre sort en dépend.

Par l'intermédiaire du dollar américain, les bombes qui tombent aujourd'hui sur Hanoï peuvent nous réduire au chômage demain.

L'Europe ne peut pas « vivre sa vie », les U.S.A. la tiennent en laisse et le lui rappellent fermement. Il n'y a pas de « système D » possible : le talon de fer du capital opprime toute la planète que ce soit par les lois du marché capitaliste ou par la force des armes.

Il ne peut y avoir d'avenir pour l'humanité qu'en brisant ce régime insensé et en organisant la production, à l'échelle européenne comme à l'échelle mondiale, sans les capitalistes, selon un plan ordonné correspondant aux besoins de l'humanité et non en suivant les règles folles et sans âme du marché capitaliste entièrement soumis à la course imprévisible de la misérable pièce d'or.

YEMEN

A droite alignement!

DE violents combats font rage autour de la capitale yéménite, Sanaa, entre troupes républicaines et royalistes. L'accord conclu à Khartoum en septembre dernier entre le président Nasser et le roi Fayçal d'Arabie Saoudite n'a pas, plus que les précédents, fait cesser la guerre civile. Seul le rapport des forces s'est modifié avec l'évacuation, maintenant totale, des troupes égyptiennes du territoire yéménite. Les républicains, réduits à leurs seules forces, ont à faire face aux troupes royalistes toujours soutenues par l'Arabie Saoudite.

Une commission tripartite (composée du premier ministre du Soudan et des ministres des Affaires étrangères de l'Irak et du Maroc) avait été chargée de veiller à l'exécution des accords de Khartoum. Elle vient de proposer la tenue d'un « congrès de la Réconciliation » entre républicains et royalistes, congrès qui déciderait de la forme du futur gouvernement du Yemen.

Un comité de quinze membres représentant les différentes tendances du Yemen doit se réunir le 12 janvier à Beyrouth pour préparer ce congrès. On peut douter, devant les combats incessants qui se livrent dans le pays, qu'un tel congrès, s'il se tient, puisse aboutir à un quelconque accord.

Pourtant le 5 novembre un coup d'Etat renversait le maréchal Sallal, président de la République yéménite, « homme de Nasser ». Un gouvernement de républicains modérés était établi et l'on pouvait penser qu'un rapprochement avec les royalistes et l'Arabie Saoudite allait s'établir. Mais la modération du gouvernement était insuffisante aux yeux du roi Fayçal, et, comme les nouveaux dirigeants du Yemen ne voulaient pas céder sur le principe du régime républicain, la guerre continue plus violente que par le passé.

L'Arabie Saoudite est en situation de force actuellement au Moyen-Orient et entend bien en profiter. L'Egypte a dû faire appel à elle pour être renflouée après sa défaite dans la guerre des six jours et après la fermeture du canal de Suez. En contrepartie, elle a dû abandonner tout rôle au Yemen. Son influence a aussi été éliminée à Aden. Et aujourd'hui au lieu d'accuser l'Arabie Saoudite d'être responsable de l'aggravation des combats au Yemen, elle s'abstient de toute attaque contre cette dernière et rejette la responsabilité de la détérioration de la situation sur les mercenaires et la C.I.A.

Et l'Arabie Saoudite qui arme, organise, entraine sur son territoire les troupes royalistes, envoie des mercenaires à leur secours sur le sol yéménite, se permet de lancer des dénonciations contre l'ingérence de l'U.R.S.S. et d'« autres milieux » dans les affaires du Yemen !

Pourtant si l'U.R.S.S. vend du matériel et fournit quelques bombardiers au Yemen, il est certain que c'est seuls, isolés, que les républicains essaient de se maintenir au pouvoir.

L'Egypte n'étant plus en état de soutenir les régimes « avancés » du Moyen-Orient et tentant par des concessions de se concilier l'Arabie Saoudite, l'Arabie Saoudite dictant sa loi et s'affirmant chef de file d'un monde arabe mis au pas, témoignent une fois de plus que c'est l'Impérialisme et ses agents les plus directs qui sont les grands vainqueurs de la guerre de juin.

Sylvie GRENET.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro ». (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, tous les vendredis de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, tous les jeudis de 15 h à 16 h.

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le** vendredi 19 janvier de 12 h à 13 h.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

Choukeiry (Photo U.P.I.)

La démission de Choukeiry

AHMED Choukeiry, le président de l'Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.), vient de démissionner, ou plutôt d'être démissionné de ce poste qu'il occupait depuis la création de cette organisation, au sommet arabe de janvier 1964.

Ancien ambassadeur de l'Arabie Séoudite puis de la Syrie à l'O.N.U., Choukeiry s'était distingué par ses propos racistes et antisémites qui, notamment, avaient permis à la bourgeoisie israélienne d'agiter l'épouvantail du « massacreur arabe » devant sa propre population.

Un xénophobisme à fleur de peau, se traduisant par un comportement quasiment faciste lié à des vues politiques particulièrement bornées, caractérisait le personnage. Il affirmait, quelques mois avant le 5 juin que si l'O.L.P. libérait la Palestine tous les juifs non-nés en Israël reprendraient le bateau vers leur pays d'origine. Et à un journaliste qui lui demandait ce qu'il ferait des natifs israéliens il avait répondu, par boutade sinistre, qu'il examinerait le problème des survivants mais qu'il s'arrangerait pour qu'il n'y en ait pas.

« Nous jetterons les Juifs à la mer, nous tuerons leurs femmes et leurs enfants, nous libérerons la Palestine arabe » déclarait-il à la veille de la guerre des six jours.

Ce qui avait provoqué cette remarque au « Nouvel Observateur » d'un diplomate arabe accablé : « Les Israéliens devraient le décorer ! » Mais la victoire israélienne a entraîné sa chute.

La radicalisation des arabes palestiniens et un certain réveil politique des arabes israéliens consécutif à la guerre devaient faire surgir de toutes parts des critiques contre Choukeiry trop compromis avec les milieux arabes les plus réactionnaires.

Face aux groupes armés tels « El Fatah » ou « Al Assifa » qui prônaient l'action directe, face surtout aux jeunes palestiniens (plus de la moitié de la population arabe palestinienne a moins de 18 ans) qui recherchaient les responsabilités de la défaite de juin, lorsqu'à Gaza notamment les milices palestiniennes avaient résisté presque sans armes aux israéliens, de l'avis même de ceux-ci, face à cette situation, le champion de la phrase ne pouvait que se démettre.

Son successeur, un jeune avocat de Ramallah, Yehia Hammouda, a, quelques jours après sa nomination, déclaré au correspondant du « Monde » : « Il faut voir les choses bien en face et ne pas demander l'impossible. Nous disons aux Juifs, à tous, même à ceux de la Diaspora venus en Palestine, libérez-vous du sionisme en tant que mouvement politique et doctrine sectaire, raciste et religieuse et acceptez de vivre avec les Arabes dans un état palestinien judéo-arabe où chacun aura sa part selon les mérites et ses droits. »

Il n'est pas de notre propos de discuter les propositions concrètes d'Hammouda qui envisage même la création d'un état juif séparé sur « les parties du pays qui n'étaient pas exploitées avant 1948. »

Les actes de l'O.L.P. seront-ils conformes à sa nouvelle orientation ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais les prises de position d'Hammouda semblent indiquer une prise de conscience plus nette chez les militants de l'O.L.P. du rôle néfaste sur l'opinion mondiale des déclarations xénophobes à la Choukeiry.

C'est la pratique de l'O.L.P. qui indiquera si de telles déclarations sont uniquement à usage externe, donc démagogiques, ou si effectivement il s'agit d'un changement profond de politique. De plus la main tendue par Hammouda aux juifs d'Israël signifie-t-elle que celui-ci admet que la juste lutte du peuple arabe de Palestine pour son droit à l'existence nationale serait grandement facilitée en dissociant la population juive de la bourgeoisie israélienne ?

La réponse à cette question dépend aussi de l'attitude qu'aura la gauche israélienne vis-à-vis de cette ouverture.

Car la guerre de six jours a exaspéré à un tel point les sentiments nationalistes que si aucune voix favorable ne s'élève du côté israélien en réponse à l'offre faite, Hammouda, fut-il sincère, risque rapidement de passer auprès de son peuple, dans le meilleur des cas, pour un illuminé, dans le pire, pour un traître. Le même problème d'ailleurs s'est posé pendant des années aux internationalistes israéliens que l'on accusait couramment de tendre la main à ces gens qui ne pensaient qu'à « égorger les juifs ». Et rien ne venant contrebalancer du côté arabe les déclarations du style de celles de Choukeiry, tout semblait donner tort aux internationalistes.

Mais malgré toutes les réserves, si l'O.L.P. continue dans cette voie, il sera de plus en plus difficile à la bourgeoisie israélienne et à l'impérialisme d'opposer aux « belliqueux arabes » un Etat d'Israël soi-disant « victime » mais qui en fait, depuis 1940, n'a cessé sa politique belliqueuse et expansionniste.

L. STERN.

H. Bejar sera-t-il livré à la police politique ?

EN novembre dernier la succursale de Magdalena del Mar (Lima) de la banque internationale était dévalisée par un commando qui emporta un demi-million de soles et laissa un mort sur le terrain.

La police, n'ayant pas identifié le cadavre, déclara que c'était un coup des militants de la gauche révolutionnaire et entreprit une nouvelle chasse aux éléments « extrémistes ».

La police péruvienne est coutumière de telles actions puisqu'il y a un an et demi une féroce répression s'abattit sur toute la gauche péruvienne dans le cadre de la « lutte anti-guérilla ».

Cette fois il semble bien que la police politique (P.T.P.) et la police militaire veuillent se servir de cette affaire pour liquider physiquement un certain nombre de militants révolutionnaires.

Le chef de la P.T.P., Compos Montaya a en effet déclaré que les gens qui avaient attaqué la banque étaient membres de l'Armée de Libération Nationale (E.L.N.) et que le cerveau de l'affaire n'était autre que Hector Bejar, responsable de cette organisation qui, depuis plus de deux ans... est enfermé dans la prison préfectorale de Lima, en attendant d'être jugé.

Ce dernier a d'ailleurs fait parvenir une lettre ouverte aux journaux dénonçant la manœuvre de la P.T.P. qui espère le soustraire de sa prison pour lui offrir l'hospitalité de ses geôles particulières. Et ce ne serait pas le premier exemple de militant qui pourrait ainsi être trouvé « mystérieusement mort » dans les cachots de la P.T.P.

Notons, enfin, que « L'Humanité » du 2 janvier a consacré plus d'un tiers de page à une « lettre du Pérou » sur « les remarquables succès de la gauche unie » (le P.C. et 4 formations ont totalisé 15 % des voix à Lima) en réussissant le tour de force de critiquer les « groupuscules ultra-révolutionnaires » sans dire un seul mot sur la répression dont ils sont victimes.

Hector Béjar

Venant d'un parti stalinien, cela ne peut bien sûr, étonner.

LETTRE OUVERTE (de Béjar) au Colonel Président du Conseil de Guerre de la seconde zone judiciaire de l'Armée.

Lima, le 21 décembre 1967,

Mon colonel,

Les récentes déclarations du chef de la P.T.P., Javier Campos Montaya, publiées par les journaux et non démenties, m'attribuent une supposée participation à l'assaut d'une agence bancaire.

Il est risible de supposer qu'un prisonnier qui a vécu pendant un an totalement isolé de tous les autres détenus, dont les visiteurs sont minutieusement fouillés, les visites notées et enregistrées par le personnel de la P.T.P. et de la Sécurité Militaire, dont les conversations avec les parents et amis sont écoutées attentivement et se déroulent en présence d'un sous-officier, d'un sergent, d'un caporal et de deux gardes de la Sécurité Militaire, dont la femme et les parents sont continuellement surveillés, donc qu'un prisonnier comme moi, puisse diriger de sa cellule l'attaque d'une banque.

Je ne ferai que peu de cas de l'imagination débordante de mes accusateurs si cela ne cachait pas de sombres intentions. Il s'agit évidemment d'une manœuvre pour me sortir des mains de la justice et me mettre à la disposition de la police dans le but d'exercer sur moi des représailles que j'ai pu éviter il y a deux ans grâce à la rapide mobilisation, lors de mon arrestation par la P.T.P., de l'opinion publique du pays et de l'étranger.

Il y a des antécédents. De telles manœuvres, qui sont de mauvais augures, ont été montées il y a quelques mois contre d'autres prisonniers.

Edwin Garcia Miranda, Luis Zapata Bodero, Enrique Amaya Quintana et Carlos Valderrama sont morts dans les cachots de la P.T.P. et des Services de Sécurité de l'Armée, sans que ces faits sanglants aient été éclaircis ni sanctionnés à ce jour.

Par cette lettre ouverte, je réfute publiquement les déclarations empressées de Campos Montoya, j'exige des garanties pour ma personne et je vous rends responsable de n'importe quelle représaille exercée contre moi ou contre ma famille.

Hector Béjar Rivera.

Rappelons que le Comité « Solidarité-Pérou » a pour adresse : Mme Dinouart, 30, av. Carnot, Paris-17e. C.C.P. Paris 13.419-97.

Un lecteur nous écrit à propos de

"Garrisson et l'assassinat de Kennedy"

NOUS avons reçu à la suite de la publication dans notre numéro de la semaine dernière de l'article « Si Kennedy est bien mort, l'affaire n'est peut-être pas encore enterrée », une lettre d'un de nos lecteurs dont nous extrayons les passages ci-dessous (si nous ne la citons pas en entier, c'est uniquement parce qu'elle est fort longue) :

...« Je m'étonne de voir, dans votre numéro du 3 janvier, la camarade qui signe Michèle Tourny, tomber dans les pièges les plus grossiers d'une certaine propagande, à propos de la contre-investigation systématique entreprise par le procureur de la Nouvelle-Orléans sur l'assassinat de Kennedy. On relève en effet dans son article, outre certaines erreurs que je veux aussi rectifier, le reflet de l'attitude de la grande presse américaine, qui influence également les rédacteurs du « Monde », duquel est visiblement reprise la matière de votre article. Cette grande presse en effet s'efforce de faire planer sur l'intégrité de Garrison, ses véritables mobiles et même sur sa santé mentale, les doutes les plus précis. Or il semble pour le moins aventureux de vouloir voir en lui un bluffeur ou un cinglé. Car malheureusement pour cette grande presse et pour ceux qui lui fournissent l'aide nécessaire (comment le « Chicago Tribune » a-t-il eu accès, pour rappeler que Garrison avait été renvoyé de l'armée au moment de la guerre de Corée pour « troubles mentaux », à un dossier strictement confidentiel, si confidentiel que Garrison n'en a jamais été inquiété au long de sa carrière politique — car un procureur est élu aux U.S.A. ?). Garrison semble bien être l'archétype du « magistrat intègre » dont les romans américains sont si prodigues et la réalité américaine si avare. Et quand bien même nous n'aurions pas de certitude quant à l'honnêteté de Garrison lui-même, nous en avons quant à celle des journalistes de « Remparts » qui lui donnent la parole... ...« Remparts » n'est d'ailleurs plus depuis longtemps un organe « catholique de gauche » — ce qu'il fut à l'origine. La grande presse américaine fait aussi toutes sortes d'insinuations quant aux sources de financement et d'information de « Remparts » (elles sont pourtant aisément vérifiables), ce magasine gênant qui fut le premier à contester efficacement les conclusions du rapport Warren, à faire sur les activités de la C.I.A. des révélations dont l'écho est loin d'être apaisé, à faire l'éloge de personnages unanimement vilipendiés aux U.S.A., comme Muhammad Ali (Cassius Clay), Carmichael, Rap Brown ou Bertrand Russel...

... Par ailleurs, selon Garrison (cf. le « N.Y. Hérald Tribune » et le « Monde ») Hoover aurait été prévenu non pas cinq jours, mais un mois à l'avance qu'on allait tenter d'assassiner Kennedy à Dallas, et ce par Oswald lui-même. Enfin il est difficile d'admettre que Garrison ait eu l'intention première d'influencer les électeurs avec ses révélations, puisqu'aussi bien la campagne électorale n'a pas encore commencé et qu'il savait pertinemment que la presse ferait tout pour étouffer l'affaire. Cet argument a été avancé, d'une part par le « Chicago Tribune », d'autre part par l'hebdomadaire « Time », journaux qui se couvrirent déjà de ridicule voici quelques mois en écrivant que le même Garrison ne pouvait qu'être corrompu puisque, de passage à Las Végas, il y avait logé dans un hôtel dont le propriétaire est un membre « notoire » de la Maffia ! (Tout Las Végas étant possédé par des membres « notoires » de la Maffia — avec à leur tête le chanteur-acteur Sinatra, autrefois fervent supporter de Kennedy et qui « finança » Johnson au cours des dernières élections — cela voudrait dire que tout fonctionnaire de passage dans cette ville en est réduit à coucher dans la rue, sous peine d'être accusé de corruption...

...Il me semble qu'aujourd'hui les tentatives de discrédit pratiquées sur la personne de Garrison me paraissent avoir une signification politique précise, et qu'il est d'autant plus regrettable que vous les teniez pour plausibles.

Non que je le tienne pour un Galahad ; mais ce qui a objectivement de l'importance aujourd'hui, ce n'est pas la personnalité de Garrison, mais le contenu de ses révélations. Je m'excuse d'avoir été si long, et je vous adresse mon salut fraternel (en vous félicitant pour votre effort et le progrès que vous accomplissez).

F. L.

Nous avons émis des doutes sur l'intégrité de Garrison, ne serait-ce qu'à cause de ses variations au cours de l'enquête. Le nombre d'hommes politiques américains intègres est d'ailleurs suffisamment faible pour que ce faisant, le risque de se tromper soit extrêmement faible.

Notre correspondant pense que nous faisons erreur.

Nos lecteurs jugeront de ses arguments. De toute façon nous sommes tout à fait d'accord avec sa conclusion : « ce qui a objectivement de l'importance, ce n'est pas la personnalité de Garrison, mais le contenu de ses révélations », et c'était là le fond de notre article.

DE NOVOTNY A DUBCEK

Le P. C. tchécoslovaque change de tête

LA lutte qui se déroule depuis près de cinq ans pour ainsi dire publiquement au sein du milieu dirigeant tchécoslovaque pour la direction du parti, vient d'aboutir à la démission de Novotny de son poste de premier secrétaire. Le démissionné conserve encore la présidence de l'état mais, manifestement, il a perdu la bataille et son élimination de la direction réelle du parti est d'ores et déjà acquise.

On a invoqué de multiples raisons pour expliquer la victoire du tandem Dubcek-Cernik sur celui qui fut pendant près de 15 ans le maître suprême de la Tchécoslovaquie. D'après les uns la principale raison de la chute de Novotny fut son incapacité à mener à bien les réformes économiques en cours. D'après d'autres il fut victime, lui, le dur, le stalinien, des aspirations à une libéralisation du régime, aspirations que ses adversaires ont défendues. On a évoqué à ce propos son attitude intransigeante vis-à-vis des intellectuels qui, il y a quelques mois, revendiquèrent une plus grande liberté d'expression. Il était question aussi de sa trop grande fidélité vis-à-vis de Moscou, comme de son incapacité de satisfaire les revendications nationales de la minorité slovaque.

Antonin NOVOTNY

Photo UPI

En fait on ne connait pas les causes précises ayant motivé le limogeage de l'ancien leader et d'ailleurs elles n'ont guère d'importance. Manifestement les arguments politiques que s'opposèrent les protagonistes de l'affrontement sont interchangeables. C'est ainsi que le « dur », Hendrych, en pointe même par rapport à Novotny dans l'attaque contre les intellectuels a soutenu les « libéraux » du Comité Central. Le défaite de l'ex-premier secrétaire, n'est pas la défaite d'une politique dure ou libérale, mais d'un homme et de ceux qui n'ont pas eu l'habilité de changer de bord à temps. Il n'y a très certainement pas de changement de politique notable à attendre du changement des hommes de tête.

L'élimination de Novotny et la diminution de l'influence de la vieille garde du parti auront-elles pour effet de détendre les liens entre Moscou et Prague ?

En fait, plutôt que la cause d'un tel éloignement de Moscou, cette élimination, ou plus exactement la façon dont elle s'est faite, en a été une manifestation. Non pas que son passé de « vieux stalinien » ait fait nécessairement de Novotny le partisan a toute épreuve de la fidélité au Kremlin comme on a pu le dire. En Roumanie, Ceausescu ne fait aujourd'hui que suivre la route indiquée par Georghiu Dej qui, tout « vieux stalinien » qu'il ait pu être, n'a pas hésité à s'opposer, au nom du nationalisme, à l'emprise soviétique.

Cependant l'intervention des dirigeants soviétiques dans le conflit au sommet n'a pas eu du tout le caractère décisif qu'elle n'aurait pas manqué d'avoir il y a 15 ans. Même le voyage spécial de Brejnev à Prague n'a pu que freiner le déroulement du conflit mais pas l'empêcher.

Les limites de l'efficacité de l'intervention des dirigeants russes ont montré que les fondements matériels d'un éloignement par rapport à Moscou existent autant en Tchécoslovaquie qu'en Roumanie en Pologne ou dans les autres démocraties populaires. Car ceci n'est pas dû à la personne du dirigeant mais à la nature de l'Etat.

L'évolution des sommets dirigeants tchèques s'inscrit dans un cadre dont l'élément essentiel est la nature de classe — bourgeoise — de l'Etat tchécoslovaque. A la tête d'un état par nature indépendant de la bureaucratie soviétique, les dirigeants tchèques n'en représentent pas moins un régime bonapartiste, dont un des appuis est précisément cette bureaucratie soviétique. Ce bonapartisme reflète, entre autres, l'équilibre entre les influences contradictoires de la bureaucratie russe et des couches dirigeantes nationales. L'instabilité de cet équilibre exclut toute possibilité de démocratie y compris à l'intérieur du cercle dirigeant.

L'absence de vie politique réelle et démocratique, avec ce qu'elle implique de libre discussion autour des options politiques possibles, donne aux affrontements au sommet un caractère personnel où le rôle des clientèles, des manœuvres d'appareil, des amitiés d'intérêts est infiniment plus grand et plus efficace que le jeu des idées politiques.

Quels que soient les motifs officieux, le tort principal de Novotny n'aura pas été d'être un « dur », un « vieux stalinien », mais de n'avoir pas réussi à se débarrasser de ses adversaires.

On pourra alors cataloguer Dubcek de « libéral » mais l'exemple de son homologue roumain montre que sa chance d'être reconnu comme dirigeant incontesté du régime sera fonction de sa capacité de s'imposer au sens matériel du terme, c'est-à-dire en étant tout ce que l'on voudra sauf un libéral. S'il n'en est pas capable cela changera certainement quelque chose à son avenir personnel, mais pas à celui du régime qui ne manquera de sécréter un nouveau Novotny, non pas celui des dernières années,hésitant, sans autorité, mais celui de la décennie précédente, qui a su se débarrasser de ses adversaires, comme, à l'occasion, de ses amis trop encombrants.

G. KALDY.

UN CRIME EN U.R.S.S. :

Exiger le respect de la Constitution

POUR avoir publié à l'étranger certaines de leurs œuvres qui n'avaient pas l'heur de plaire aux bureaucrates du Kremlin, les deux écrivains soviétiques, Siniavski et Daniel, étaient condamnés, il y a quelques temps, à plusieurs années de prison et de « camp de rééducation » (on sait que depuis le vingtième congrès les camps de « concentration » ont été supprimés en U.R.S.S.).

Ce verdict, à l'époque souleva l'indignation à travers le monde, du moins dans les milieux intellectuels. Au point qu'en France, Aragon lui-même, retrouvant, le temps d'un numéro de L'Humanité, **quelques soupçons du non-conformisme de sa jeunesse, émit une remontrance respectueuse pour la légèreté avec laquelle on traitait la littérature en U.R.S.S.**

Ces protestations n'émurent sans doute pas outre mesure les dirigeants soviétiques. Pas seulement parce qu'ils ne doivent pas tenir en grande considération les écrits d'Aragon : après tout ils ont suffisamment payé pour pouvoir les juger à leur juste valeur.

Mais surtout parce que leur méthode semblait bien avoir fait ses preuves. Depuis quarante ans, prisons, camps et assassinats n'ont-ils pas maintenu les intellectuels soviétiques, comme toutes les autres couches de la population, dans la soumission, ou du moins, le silence ? De par le monde quelques intellectuels pouvaient bien protester, en U.R.S.S. l'intelligentsia, qui aurait pu fournir exemples et idées à toute la population, devait se taire. La bureaucratie n'en demandait pas davantage.

Las pour elle, aujourd'hui il semble qu'il n'en aille pas de même aussi facilement.

Une affaire de génération peut-être ! Celle qui a précédé était brisée physiquement par la répression stalinienne qui fit périr les meilleurs des siens, et surtout, moralement, d'avoir vécu la défaite du prolétariat révolutionnaire par la bureaucratie et le naufrage de tous les espoirs que 1917 avait pu susciter. Celle de Siniavski, Daniel et ceux qui s'engagent à leurs côtés, si elle est assez vieille pour avoir connu la fin du règne personnel de Staline, est arrivée à maturité pour partager, avec toute la société soviétique, l'espoir que les « erreurs » (suivant la pudique terminologie khrouchtchevienne) ne se renouvelleraient plus. N'étaient-ce pas les nouveaux chefs de l'Etat et du parti eux-mêmes qui le promettaient ?

Quoi qu'il en soit, la condamnation de Siniavski et de Daniel, loin de ramener tout le monde à l'obéissance, a au contraire suscité d'autres résistances.

Il a fallu faire hier — très exactement le 1er septembre dernier à Moscou — le procès de Boukovski, un jeune écrivain. Il avait organisé une manifestation en faveur des deux écrivains condamnés.

Il faut faire aujourd'hui celui d'Alexandre Guinsbourg, un autre écrivain. Il a composé « Le livre blanc de l'affaire Siniavski-Daniel », puis, après en avoir adressé très officiellement un exemplaire à M. Podgorny, président du Soviet Suprême lui-même, en a fait parvenir des copies à l'étranger... le geste qui avait valu leur condamnation à ceux qu'il entend défendre.

Il faudra faire demain celui de Paul Litvinof, assistant à la faculté de physique de Moscou et petit-fils du ministre des Affaires Etrangères de Staline. Il a rédigé un compte rendu du procès de Boukovski dont la presse soviétique n'avait donné que de forts brefs aperçus. Puis, malgré les avertissements de n'en rien faire du K.G.B. (la police politique dont on vient de célébrer avec éclat le cinquantenaire), il l'a envoyé aux journaux russes et étrangers.

« L'Humanité », notamment, en aurait reçu une copie. Il n'en a pas eu trace dans ses colonnes. Aragon était certainement absent de la rédaction ce jour-là...

Les idées exprimées par Boukovski pour sa défense étaient-elles si dangereuses pour le régime soviétique qu'elles nécessitaient le huis clos et qu'il faut tenir pour « criminellement responsable » (K.G.B. dixit) celui qui tente d'en donner un compte rendu exact ?

Qu'on en juge ! Affirmant qu'il n'y a aucune action criminelle dans le fait d'organiser une manifestation et se réclamant pleinement de son acte, Boukovski a eu l'audace incroyable de demander la simple application de... la constitution : « Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, la loi garantit aux citoyens de l'U.R.S.S. :

a) la liberté de la parole,

b) la liberté de la presse,

c) la liberté des réunions et des meetings,

d) la liberté des cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des P.T.T., et autres conditions matérielles nécessaires à l'exercice de ses droits. » (Article 125).

On comprend que les juges aient estimé alors, parait-il, que l'accusé, par cette citation, faisait « une diversion intolérable ».

Qu'adviendrait-il d'un régime qui accroche le drapeau rouge aux façades derrière lesquelles les flics font la loi sans partage, se réclament d'une révolution dont il a sonné le glas et parle de communisme, tout en défendant les privilèges d'une mince couche de dirigeants, si les citoyens réclamaient l'application de la constitution et, pourquoi pas... du socialisme ?

Qu'adviendra-t-il des bureaucrates lorsque les ouvriers soviétiques exigeront et eux, auront alors la force de l'imposer que, conformément à l'article troisième de ladite constitution, « tout le pouvoir en U.R.S.S. appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne représentés par les Soviets des députés des travailleurs » ?

J. MORAND.

LUTTE DE CLASSE

Numéro 11 — Mois de janvier 1968

Au sommaire :

Le rôle du sentiment national dans les luttes sociales.

Des voies et des moyens de la reconstruction de la Quatrième Internationale.

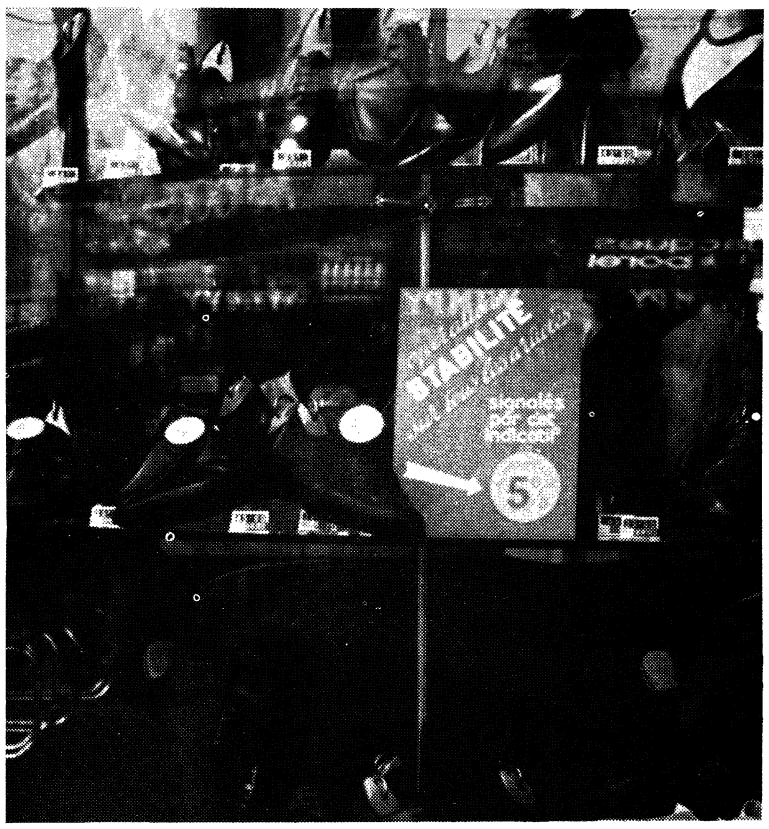
La TVA étendue au commerce :

Faire payer un peu plus d'impôts aux consommateurs

SI beaucoup sont encore à s'interroger sur les mécanismes d'application de la T.V.A. au commerce, ses effets du moins, commencent maintenant à être connus de tous, depuis que cette taxe est entrée en vigueur il y a une semaine.

Certains prix seront augmentés mais d'autres baisseront, nous avait affirmé le gouvernement, de sorte que, l'un dans l'autre, il n'y aura pas de hausse du coût de la vie.

Or, actuellement, on ne sait pas encore quels sont les produits qui auront baissé, mais par contre la quasi-totalité des produits de consommation courante a subi une hausse très nette (de 2 à 10 % dans les produits alimentaires par exemple). On prévoit en outre une augmentation de 2 à 10 % dans l'habillement, de 2 à 3 % dans l'électro-ménager, et déjà Peugeot a majoré de 1 % le prix de ses voitures.



Des affichettes rares, donc chères ! (Photo V.O.).

Jusqu'à présent, le consommateur n'a encore pas réagi massivement, sinon que dans les magasins d'alimentation, les gens « rouspètent ». Car le gouvernement a bien pris soin d'embrouiller la chose de façon que personne ne comprenne, depuis le petit commerçant qui ne sait pas quels tarifs il doit appliquer, quels produits augmentent et lesquels sont en baisse, au consommateur qui paie tout plus cher et qui ne comprend pas comment « il pourra s'y retrouver ». En fait, il ne s'y retrouvera pas, et c'est encore 100 F ou davantage qui seront de moins sur le budget du mois. Il est suffisamment scandaleux que les salariés paient des impôts (déjà élevés) pour entretenir une société qui les exploite et qui n'est même pas capable d'assurer à ses contribuables le minimum de confort et de commodités qu'on serait en droit d'en attendre. Et ce nouvel impôt est bien plus scandaleux encore car son effet est surtout de décharger les industriels d'une partie de leurs impôts pour la reporter sur « les consommateurs » c'est-à-dire en grande majorité les salariés.

En effet dans le nouveau système d'application de la T.V.A., les industriels seront moins imposés : la T.V.A. est ramenée pour eux de 20 % au taux commun de 16,66 %.

Il n'en sera pas de même pour les commerçants détaillants maintenant concernés par la T.V.A., ils seront plus imposés qu'avant. Pour le commerce concentré, et notamment les Monoprix, Prisunic et autres qui ont d'importants frais d'investissements, ils pourront compenser l'augmentation d'impôt par la déduction qui leur sera faite sur les investissements, et ainsi maintenir leurs prix et leur marge bénéficiaire. On a d'ailleurs pu voir aux portes de ces magasins des affichettes indiquant : « Ici on pratique la stabilité des prix ». Ce qui n'est d'ailleurs pas toujours vrai puisque nombre d'articles de ces magasins ont effectivement augmenté.

Mais il n'y a guère d'échappatoire pour les petits commerçants, nouvellement assujettis à cette taxe et qui ont peu d'investissements. C'est surtout eux qui pâtiront du nouveau système. Obligés d'augmenter leurs prix, ils verront leurs ventes diminuer et la concurrence des grands magasins et magasins populaires se fera sentir davantage encore. Quant au consommateur, s'il ne peut pas payer, il se restreindra sur le beefsteack.

Finalement, cette taxe contribuera à faire encore supporter un peu plus qu'auparavant le poids des impôts aux plus déshérités de la population, les salariés et retraités et, parmi les commerçants, aux plus petits.

L. TOURFAN.

Après l'absorption de Berliet par Citroën

AUJOURD'HUI, 6 mois après la quasi-absorption de Berliet par Citroën-Michelin, quelle est la situation des travailleurs de cette entreprise ?

En juillet dernier, lorsque l'accord a été connu, tout de suite les travailleurs ont manifesté de l'inquiétude, car la réputation de Citroën en matière sociale n'est plus à faire. Ce n'est pas que Berliet se soit jamais montré philanthrope et le lock-out du mois de mars (suivi de grèves et d'une vive agitation dans l'usine) était à l'image de ses méthodes. Mais les difficultés de l'entreprise étaient connues.

Berliet, faisant cavalier seul, ne pouvait plus depuis pas mal de temps déjà « faire le poids » sur le marché européen du poids lourd, et les syndicats, la C.F.D.T. surtout, ne se privaient pas de lui reprocher son « imprévoyance », voire sa « mauvaise gestion ».

Le fait que l'importante entreprise industrielle de Vénissieux passât sous la coupe d'un trust puissant faisait prévoir des réorganisations avec, au bout, des suppressions d'emplois, des licenciements. Il faut dire que les travailleurs de la région sont particulièrement sensibilisés à ces problèmes, car plusieurs petites et moyennes entreprises de Lyon et de la banlieue ont, ces dernières années, soit été rachetées et complètement transformées, soit ont fermé leurs portes purement et simplement. Les récents problèmes de la Bull étaient dans toutes les mémoires, et depuis sont intervenus les licenciements à la Rhodiaceta.

Les journalistes et les directions syndicales ont même ajouté à cela une teinte de «régionalisme» bien proche de l'esprit de clocher. Avec la fin de « l'indépendance » du patron Berliet, c'était désormais de Paris qu'allait être décidé le sort des travailleurs lyonnais ; en somme, on n'était plus en famille.

Mais cela ne touche que peu les travailleurs qui jugent avant tout d'après leur niveau de vie et leurs conditions de travail. Et sur ce plan-là, on peut dire que jusqu'à présent, il n'y a pas grand chose de changé. Le niveau de vie est bas, et il y a déjà un bon moment que Berliet n'est plus « la bonne boite » dans la région.

Cependant, sur le plan de la discipline dans l'entreprise, on assiste à des tentatives de resserrement, de durcissement. Elles se font, pour l'heure, progressivement : contrôles plus sévères du pointage, de l'heure à laquelle les travailleurs vont se laver les mains avant la sortie, de la présence près de leurs machines des ouvriers au « bonus », des déplacements hors des ateliers, etc...

Récemment, l'affaire du licenciement par la direction d'un délégué du Comité d'Hygiène et Sécurité, a fait plus de bruit. Car la réaction des ouvriers a été immédiate et massive : 80 % ont débrayé. Et ce qui est caractéristique de la volonté de résistance qui existe dans l'entreprise, c'est qu'ils l'ont fait avant tout pour « marquer le coup » face à Citroën.

Les travailleurs avaient senti en priorité la nécessité de montrer à Berliet-Citroën leur capacité de réaction. Aux tentatives de durcissement disciplinaire et de brimades, ils ripostent aussi par une résistance sourde, mais difficile à entamer, car il existe ici certaines traditions de liberté dans les ateliers.

Ni d'un côté ni de l'autre, on n'a donc dit son dernier mot. Mais du côté de la classe ouvrière, les organisations syndicales ont déjà montré qu'elles entendaient ne rien faire, sinon gémir, devant la nouvelle Direction réelle de l'entreprise. Pas d'action collective de prévue, naturellement. Elles se contentent de « déplorer » l'absence d'information fournie par les patrons au Comité d'Entreprise.

Il est probable que ce qui se passe actuellement à Rhodiaceta (licenciements massifs, amputation sérieuse des salaires) servira de test pour toute la région. S'il n'est pas question, pour l'instant, de licenciements chez Berliet, une « remise au pas » des ouvriers peut s'imposer aux yeux des patrons. Mais leur prudence actuelle dans ce sens prouve assez clairement à quel point ils se méfient des réactions possibles, toujours susceptibles, dans ces conditions, de faire tache d'huile. Il n'en est que plus criminel de la part des syndicats de ne pas profiter de la situation pour donner un coup d'arrêt à l'offensive patronale.

Christianne KERVIAN.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration : 29, rue de Château-Landon, Paris (10e).

Responsable publication : Maurice Schroedt.

Parution hebdomadaire (en vente le mercredi).

Prix : 1 F.

Abonnements :

6 mois 15 F

1 an 25 F

Abonnements de soutien :

6 mois 30 F

1 an 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT, C.C.P. PARIS 9424-78.

Imprimerie Composition : Duhen, rue Philippe-de-Girard, Paris (18e).

Impr. : « Rotoffset », 77-Meaux.
Distribué par les NMPP.

UNE PANTOMINE EXTRAPARLEMENTAIRE

(Suite de la première page)

Mais l'opposition n'a pas atteint la majorité absolue, il n'est nullement certain qu'elle puisse y parvenir un jour, et de plus il lui serait de toute manière impossible, dans le contexte politique mondial actuel, de se mettre d'accord sur une politique commune, à moins que le P.C.F. n'accélère brutalement son évolution, et ne rompe les nombreux liens qui le rattachent encore à la bureaucratie soviétique.

Guy Mollet

Une telle évolution est certes dans l'ordre naturel des choses. Déchirés entre leur attachement à la bureaucratie russe, et leur attachement à leur bourgeoisie nationale, tous les partis staliniens, et surtout ceux qui ont une influence réelle, tendent de plus en plus à prendre leurs distances vis-à-vis de Moscou, à devenir des partis réformistes à l'image de ceux de la social-démocratie

Mais cette évolution est loin d'être achevée. La politique extérieure que préconise le P.C.F. est toujours celle qui est la plus défavorable à la bureaucratie soviétique, et cela ne facilite pas ses rapports avec la Fédération.

Alors que celle-ci s'oppose à de Gaulle au nom d'une politique atlantique qui fut celle de tous les gouvernements de la IVe République de 1947 à 1958, le P.C.F. a découvert au contraire dans la politique extérieure gaulliste des « aspects positifs ».

C'est pourquoi, non seulement les partis de l'opposition ne peuvent que faire semblant de s'opposer à de Gaulle au parlement, mais de plus, ils éprouvent même beaucoup de difficultés à faire semblant.

Sur le plan de la politique intérieure, entretenir une agitation n'est pas dénué de risque. L'opposition de la Fédération, ni même celle du P.C.F., ne va pas jusqu'à souhaiter voir les travailleurs en lutte occuper les usines et envahir la rue.

Le plan de la politique extérieure est bien moins dénué d'inconvénients de cette sorte. Et la Fédération peut même espérer bénéficier des voix du Centre Démocrate, tout aussi « atlantique » qu'elle-même. Mais elle se heurte par contre à l'hostilité du P.C.F.

Et c'est ainsi que l'on en arrive à la petite comédie à laquelle nous avons assisté la semaine dernière. Le P.C.F. ne pouvait absolument pas voter une motion de censure sur le marché commun dont le texte aurait été établi par la Fédération. Mais se mettre d'accord sur un ordre du jour n'est pas rigoureusement impossible. Le P.C.F. peut très bien accepter de demander une convocation extraordinaire du Parlement pour discuter des « conditions dans lesquelles le gouvernement français s'est opposé à l'ouverture de négociations avec la Grande-Bretagne », sans pour autant partager les conception européennes de la Fédération. S'il y avait par la suite un débat à ce sujet, les divergences éclateraient bien sûr au grand jour. Mais comme cela est pratiquement exclu, ce peut être un moyen utilisable de faire une démonstration unitaire.

Et c'est bien le seul enseignement que l'on pourra tirer de l'issue des tractations en cours : elle permettra peut-être de juger de l'état actuel des relations P.C.F.-Fédération.

Waldeck-Rochet

Mais de toutes manières, ces petits jeux se déroulent dans l'indifférence générale. Les marionnettes qui continuent de s'agiter dans l'enceinte du Parlement, ou dans ses couloirs, n'intéressent plus personne. L'actualité politique quotidienne a appris à l'immense majorité des travailleurs que ce n'était pas là que se décidait la politique du pays.

Christian JUNG.

ALSTHOM - SAINT-OUEN :

Apogée de la démocratie syndicale : l'exclusion par correspondance

DEPUIS la rentrée 1967, à l'usine Alsthom, nos camarades ont décidé de faire paraître une feuille « VOIX OUVRIERE ». La parution de cette malheureuse petite feuille ronéotée n'a pas manqué, comme d'habitude, de réveiller les ardeurs du P.C.F. et de la C.G.T. qui pourtant ne brillent pas par un dynamisme débordant à l'intérieur de l'usine.

Lors de la diffusion du quatrième bulletin, le 11 décembre, quelques excités du P.C.F. ont entrepris d'intervenir à coups de poings pour empêcher la diffusion. Quelle ne fut pas leur désagréable surprise de voir des ouvriers de l'usine intervenir contre eux en menaçant d'employer éventuellement les mêmes arguments au cas où ils insisteraient dans cette voie.

cat distribué aux portes de l'usine (les tracts syndicaux sont ici assez rares, deux ou trois par mois) dénonçait nommément un militant à la Direction avec des arguments montrant que le but évident était de le faire licencier, du style « se promène dans le hall des heures entières ». Dans l'atelier Delle, un des trois principaux ateliers de l'usine, le syndicat a fini par admettre qu'il fallait le repas de midi une fois tous les trois ou six mois, servant de vie syndicale.

Les deux premières réunions de cette section syndicale (la seule qui fasse des réunions après le travail) ont donc eu lieu, l'une le 20 décembre 1967, l'autre le 5 janvier 1968, et aux deux réunions figurait à l'ordre du jour l'exclusion d'un militant accusé de participer à la « VOIX OUVRIERE ».

A la réunion du 20 décembre, pour ne choquer personne, cela figurait en fin d'ordre du jour dans le point «divers»; mais le futur exclu, ayant présenté sa candidature lors de l'élection du bureau syndical et n'ayant été rejeté que par 8 voix contre 10, le président de séance préféra reporter le vote sur l'exclusion car il n'y avait pas assez de participants pour se prononcer.

EN TOUTE DEMOCRATIE.

Pourtant, d'assemblée le midi, il n'y en a point eu. Les bureaucrates ont estimé qu'il était trop dangereux de laisser s'expliquer devant les syndiqués celui qu'elle voulait exclure et qui, à la réunon du 20-12, avait recueilli 8 voix contre 10. Aussi, ces messieurs ont eu recours à une tactique qui ne manquera probablement pas de faire des adeptes du côté des staliniens. La méthode est fort simple.

Le 4 janvier, les délégués distribuaient à tous les syndiqués un tract au recto duquel figuraient les attaques habituelles contre les militants accusés de participer à la « VOIX OUVRIERE », et de l'autre, un bulletin référendum sur lequel il suffisait de rayer la mention inutile pour exclure du syndicat le militant en question. Mieux encore, le tract précisait qu'il y avait une réunion organisée le 5 janvier, mais à laquelle les votants n'étaient pas tenus de participer. Ils n'avaient qu'à remettre le bulletin aux responsables de la section syndicale. On n'arrête pas le progrès, même dans les méthodes bureaucratiques.

Sans avoir aucune possibilité d'intervenir de vive voix, sans pouvoir se servir des tracts du syndicat pour défendre son point de vue, sans même connaitre les votants (qui eux-mêmes ne le connaissent que par ce qu'en ont dit les tracts syndicaux), sans pouvoir discuter même individuellement avec les syndiqués, car les délégués seuls ont du temps alloué pour faire ce travail, un militant a été exclu du syndicat :

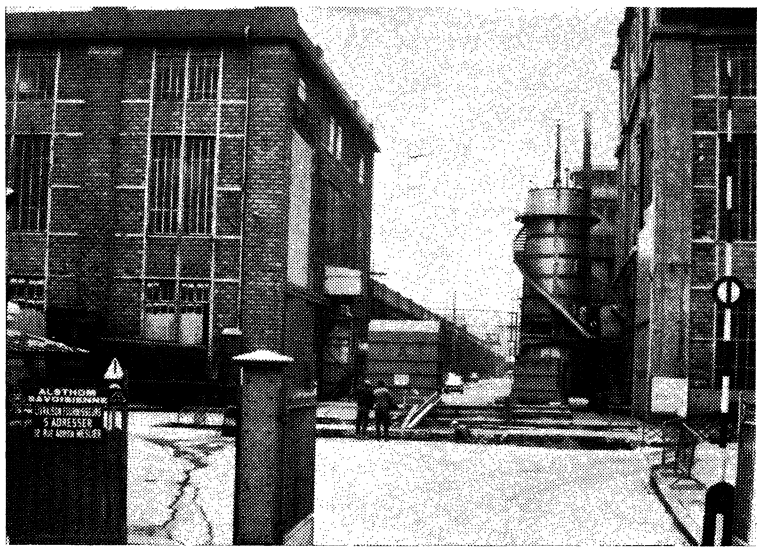
— par 71 voix contre 8 et 23 abstentions ou nuls.

Le tract-bulletin de vote disait pourtant : « Pour que le vote ait lieu en toute démocratie ».

Belle démocratie en vérité !

On demande à des syndiqués qui, depuis bien longtemps se sont résignés à ne plus participer aux réunions syndicales d'exclure des militants qui, eux, y participent régulièrement. Mieux, on explique aux syndiqués que ça n'est pas la peine qu'ils viennent à la réunion syndicale !

C'est avec ces méthodes qu'on fait du syndicalisme aujourd'hui à l'Alsthom. Pourtant, ici, les bureaucrates de la C.G.T. ne peuvent pas dire que les autres syndicats gênent leur développement : ils sont seuls. Ils ne peuvent pas dire non plus que les ouvriers ne sont pas combattifs, car il y a eu avant les vacances une série de débrayages qui a duré plus d'un mois et qui a montré la combativité des travailleurs. Peut-être arriveront-ils à s'en tirer en nous expliquant que le régime gaulliste, le pouvoir des monopoles, etc... etc... mais jamais ils n'arriveront à expliquer comment de « victoire » en « victoire », nous en sommes, à l'Alsthom, à avoir des salaires parmi les plus bas de la région parisienne.



ALSTHOM - Photo V.O.

LA CHASSE AUX ROUGES.

Mais si les coups devant la porte ne marchent pas, la chasse aux trotskystes à l'intérieur bat son plein. A la mi-décembre, un tract du syndi-

faire des réunions syndicales ; jusque là il n'y avait eu depuis très longtemps aucune réunion dans aucune des diverses sections syndicales, seules de vagues assemblées, après

Le P.C.F. et les «pro-chinois»

LE « Mouvement communiste (marxiste-léniniste) français » vient de tenir un congrès et de se transformer en « Parti Communiste (marxiste-léniniste) de France ». Nous aurons sans doute l'occasion de revenir prochainement sur ce sujet dans ces colonnes. Mais nous tenons à signaler sans plus attendre à nos lecteurs les incidents qui ont marqué ce congrès, et la manière dont l'Humanité en a rendu compte.

« L'Humanité nouvelle », organe du P.C. (m.-l.) raconte en effet comment des commandos de nervis du P.C.F. (parmi lesquels le garde du corps personnel de François Billoux), auraient agressé plusieurs congressistes qui se trouvaient à l'extérieur de la salle de réunion (une propriété de la région d'Aix-en-Provence), tenté d'enlever i'un d'eux, et tiré plusieurs coups de pistolet dans la bagarre qui suivit, faisant un blessé par balle.

Aucune preuve publique de ces faits ne sera sans doute produite, puisque « L'Humanité Nouvelle » se refuse à « attendre la justice de l'appareil d'Etat bourgeois ». Mais nous sommes néanmoins tout prêts à souscrire à leur véracité, car ils sont bien dans la ligne des méthode des « démocrates rénovés » du P.C.F.

Rendant compte de ce congrès, « l'Humanité » battait tous les records de lyrisme « anti-gauchiste ». «De quelque nom qu'elle s'affuble, une meute reste une meute. Matériellement « intéressée » à aboyer à nos chausses, nourrie stimulée pour jeter le trouble dans les rangs ouvriers, pour essayer de dévoyer la lutte, pour servir la bourgeoisie... Sous des oripeaux récents, on reconnaît le visage trop connu de ces ultras, de ces révolutionnaires de la parole dont la police dresse la théorie et conduit la pratique. Et ils osent se plaindre de « l'appareil répressif de l'Etat », eux dont les services du régime assurent la vie et protègent l'activité de sape... Eux dont le « grand congrès » s'est déroulé sous la protection des forces de police... Les maoïstes n'auront pas plus de succès que les trotskystes naguère ou les doriotistes après eux. Il y a belle lurette que nous avions appris à cheminer en dépit des roquets qu'à grand frais le capitalisme place sur notre route ».

Si le style peut prétendre à quelque originalité, ni le ton, ni les propos ne sont nouveaux, et l'on retrouve dans ce texte toutes les calomnies qui constituent l'arsenal que déploie le P.C.F. contre tous ceux qui prétendent le critiquer sur sa gauche.

Mais le recours à la calomnie, s'il n'est pas forcément dénué de toute efficacité à court ou moyen terme, est néanmoins un signe de faiblesse, puisqu'il signifie que les rédacteurs de « l'Humanité » n'ont même pas confiance dans leurs propres idées pour combattre leurs adversaires.

Et l'auteur de cette prose n'oublie de nous indiquer qu'une chose : l'endroit où conduit le « chemin » que suit son parti. Nul doute que ce soit dans les poubelles de l'histoire, dont parlait Trotsky.

C.J.

Chasse aux sorcières dans la C.G.T.

L'ANCIEN secrétaire du syndicat CGT Allard à Brives fut renvoyé par la Direction sous un prétexte professionnel grossier : il n'était pas disponible chaque nuit bien que réparateur de machines, situation qu'elle avait fort bien acceptée jusqu'alors. En fait, il s'agissait d'éliminer un militant syndical trop remuant à son gré. La direction Allard est coutumière du fait. Si elle tolère très bien un appareil syndical qu'elle domine, elle élimine quand elle en a l'occasion les militants qui lui déplaisent.

Après le baroud d'honneur décrit ci-dessus, les responsables CGT locaux décidèrent que la bataille devant les prud'hommes était par trop coûteuse et qu'il valait mieux y renoncer...

Mais apparemment, ce que le patronat ne supporte pas : un militant révolutionnaire, l'appareil C.G.T. ne le supporte guère plus. Parce que, quelques jours après son renvoi, il avait participé à une vente de la « VOIX OUVRIERE » et tenté d'empêcher l'agression physique d'une vingtaine de membres du P.C.F. contre les vendeurs habituels, il vient d'être exclu, au propre et au figuré, de la Commission Jeunes C.G.T. de Brive dont il était secrétaire-adjoint.

Dans la tradition la plus pure de la chasse aux sorcières, la majorité de la quinzaine de membres de la comission jeunes, membres du P.C.F. avaient été préparés à l'exclusion de leur camarade de la veille. Vennat responsable de l'Union locale était spécialement descendu pour orchestrer la manœuvre.

Les débats furent brefs, après lecture de « la mise en garde » contre la VOIX OUVRIERE : publiée par le Comité National de la C.G.T., Vennat déclara que l'ancien secrétaire de chez Allard, était exclu de la C.G.T. Décision parfaitement arbitraire, la section syndicale Allard seule mandatée pour prendre une telle décision, n'ayant pas été réunie pour le faire, et pour cause : il eut été difficile à ses anciens compagnons de travail qui le connaissaient bien de l'exclure de la C.G.T. juste après son licenciement abusif par Allard.

Expulsion arbitraire, mais bien organisée ! Quatre jeunes et moins jeunes se levèrent, encadrèrent le camarade et le bousculèrent vers la sortie. Ce petit jeu dura un bout de temps, cependant que leur ancien secrétaire adjoint tentait au moins de faire entendre ses arguments.

Après cette expulsion, les responsables s'en prirent à un ami personnel de l'exclu, scandalisé par de telles méthodes. Ils le sommèrent de le dénoncer et d'affirmer de surcroit que : « la VOIX OUVRIERE » était payée par les flics. Après une violente discussion, et devant son refus de céder au diktat, on décréta son exclusion jusqu'à ce qu'il reconnaisse ce qu'on lui avait demandé. Car comme dit un responsable « la C.G.T. est démocratique »...

P.B.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 15 JANVIER 1968

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

LES SYNDICATS OUVRIERS FRANÇAIS ET L'ETAT

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

Abonnements ordinaires : 6 mois 15 F - 1 an 25 F
Abonnements de soutien : 6 mois 30 F - 1 an 50 F
Envoyer les fonds au nom de Maurice SCHROEDT - C.C.P. PARIS 9424-78.

A SUD-AVIATION - Courbevoie

QUAND LES SYNDICATS SE TRANSFORMENT EN PATRONS

A Sud Aviation Courbevoie, comme dans chaque usine de cette société, existe un Comité d'Entreprise qui bien que pourvu d'un budget important (la subvention versée par la direction s'élève à 5 % de la masse salariale) n'est pas toujours à même de trouver tous les fonds nécessaires pour le fonctionnement de chacune des « œuvres sociales » (colonies de vacances, sport, cantine, etc.).

Début 1967, il s'agissait de satisfaire les aspirations des pêcheurs à la ligne et pour cela d'acheter un étang de pêche, et d'« investir » dans les colonies de vacances. Mais pour ce faire, les caisses étaient loin d'être pleines, et les syndicats se sont mis à la recherche de crédits. Ils ne trouvèrent rien d'autre que vouloir supprimer, et le colis de Noël et la subvention de 40 F par enfant que le C.E. verse chaque année aux familles de Sud pour les vacances.

Devant le tollé général que cela provoqua, les syndicats reculèrent (bien qu'à demie pour les 40 F que seuls les « cas sociaux » touchèrent pour les vacances 67).

C'est alors que les syndicats décidèrent de reprendre en main la gestion de la cantine, qu'ils avaient abandonnée à la direction depuis plusieurs années déjà. Mais cela n'alla pas sans heurts, en particulier pour le personnel du restaurant. Celui-ci changeait de patron, et son nouveau n'avait pas l'air de meilleure composition que l'ancien. La C.G.T. voulant trouver des poux dans la tête de l'ancienne gestion, s'attaqua aux « responsables » de celle-ci : le chef de cuisine, l'acheteur et les deux comptables. Mais les licencier purement et simplement était difficile et la C.G.T. prenait les devants dans un tract : « ...**la C.G.T. tient à mettre en garde contre des interprétations inconscientes ou délibérément voulues par des gens bien connus dans l'entreprise... (lire : militants de VOIX OUVRIERE)... Ainsi annoncera-t-on sans doute au personnel que le C.E. a remis à la direction les comptables du restaurant... Cependant il est vrai que la majorité des élus du C.E. a remis à la disposition de la direction l'ancien chef de cuisine, cette dernière l'a licencié, comme elle a licencié l'acheteur, contre l'avis même du C.E. Mais est-il pensable que le C.E. aurait pu gérer sainement avec un membre de la direction constamment en opposition avec le gérant, ou même dans la neutralité stérile ?** »

Si les comptables étaient repris par la direction, les syndicats, par « direction interposée », licenciaient le chef de cuisine et l'acheteur.

Le C.E. embauchait un gérant... mais des problèmes allaient très rapidement se poser.

Le gérant était mis, embauchage oblige, en « période d'essai ». Un patron reste un patron ! Et pour que le boulot soit fait, l'embauché doit prouver ses qualités professionnelles, sa soumission à ce « qu'on » attend de lui. Et ce rôle de patron, le gérant allait bientôt en subir tous les effets... sans possibilité de profiter d'une défense syndicale, et pour cause !

Il n'est que de reprendre les termes d'un tract C.G.T. du 3 janvier 1968 pour le voir. Nous répétons : C.G.T., car le style est du plus pur style « chef du personnel » à s'y méprendre : « ...**Un certain nombre d'imperfections de gestion apparurent ; elles furent portées au compte du rôdage de la nouvelle formule, et ne parurent pas de nature à faire considérer comme négative (! !) la période d'essai du gérant... Des mises au point furent faites en particulier au cours de réunions où furent délimitées, de façon précise, les responsabilités respectives (!!) du gérant et du C.E., le caractère grave de ces lacunes (! !) fut mis en évidences par le fait, reconnu par l'intéressé (! !) de la non application, malgré de nombreux rappels (! !), de principes de gestion formulés plus haut et sur la base desquels l'embauche du gérant a été effectuée en son temps (! !)...** »

Ce nouveau gérant est parti... en stage de formation, disent les syndicats. Il est remplacé par un autre. Jusqu'à quand ? Tout dépendra de ce « qu'on » attend de lui.

Quant au reste du personnel, en particulier les serveuses, rien n'a changé pour elles. Si ce n'est maintenant la difficulté de ne plus pouvoir défendre leurs intérêts sans pour cela s'attaquer directement aux gestionnaires, les syndicats.

Si les champions de la « gestion » peuvent dire à qui veut bien les entendre que les comités d'entreprises et les œuvres sociales sont de grandes conquêtes de la classe ouvrière, ils ne trompent plus personne quand ils passent aux actes : en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, ils arrivent à se retrouver de l'autre côté de la barrière, et à se débattre avec les problèmes, et y apporter les solutions de messieurs les patrons.

J. L.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

INSTALLATION MEYENAGEUSE

Aux liquides divers, les conditions de travail sout vraiment insatisfaisantes : on y gèle et de plus on s'y entasse dans des locaux devenus trop petits. Pour compléter le tableau « certains privilégiés » bénéficient des odeurs nauséabondes et persistantes dues aux essais des groupes, à tel point qu'il est impossible d'y travailler sans être incommodé.

La direction a trouvé un remède au manque de ventilation de la façon la moins onéreuse. L'essai du groupe peut maintenant s'effectuer dehors grâce à une subtile invention : il a suffi de pratiquer une ouverture au travers de la porte pour laisser passer le tuyau. Cela coûte évidemment moins cher qu'un système d'aspiration et de filtrage.

A toute modification des installations, la direction rétorque que nous allons bientôt déménager. C'est sous ce prétexte qu'elle se moque de nous en nous faisant travailler dans des conditions intolérables.

(V.O. Compteurs de Montrouge n° 82).

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraitre des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIIIe.
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
SFA — Colomban
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire (C.A.F.L.) Saint-Chamond.
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BABCOCK WILCOX — La Courneuve
BENDIX — Drancy
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15e
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
S.E.V. — Issy-les-Moulineaux.
CRANE — Lille
C.S.F. — Levallois (Seine)
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13e
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants — Malades).
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15e
CHEMINOTS — Gare de Lyon
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
B.N.P. — Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche
MAVILOR - Saint-Chamond
Centre Hospitalier Universitaire — Rouen

LA SECURITE....
C'EST NOTRE AFFAIRE

Aux Engins, un ouvrier travaillant à l'étirage de fusée, risque l'accident à longueur de journée. La plate-forme graisseuse sur laquelle il se déplace est une véritable patinoire et il faut être acrobate pour éviter la chute.

De plus, ce travail se fait sans carter de protection. Même dans l'atelier le plus modernisé de l'usine, on peut voir que la direction ne se préoccupe pas d'assurer notre sécurité. Les moyens techniques ne sont mis en œuvre que pour servir avant tout aux besoins de la production. Quant à la santé et la vie de ceux qui produisent ses bénéfices, la direction s'en moque.

Notre santé est notre seul capital. C'est donc à nous qu'il revient d'imposer le respect de notre sécurité *avant l'accident*, et d'exiger que toutes les conditions de sécurité soient remplies avant d'effectuer un travail dangereux.

(V.O. SNECMA Gennevilliers n° 20).

A MAVILOR

ON VOUDRAIT BIEN LES VOIR A L'ŒUVRE !

La direction ne manque pas de culot. Elle a expliqué à la réunion du Comité d'Etablissement du 6-12 — qui vient seulement d'être affichée d'ailleurs — que les rectifieurs ne savaient plus faire leur travail étant donnée l'importance des pièces envoyées au rebut. Elle a même parlé d'embaucher des moniteurs pour nous réapprendre à tous, y compris à ceux qui ont 20 ou 30 ans de rectification dans les doigts, l'ABC du métier. Par contre, elle manque vraiment de mémoire. D'où provient l'expansion rapide de l'usine, et plus directement pour elle l'argent qui lui permet de se payer des vacances de neige, en ce moment, pendant que nous sommes là enfermés à l'usine : des pièces qu'elle a rectifiées peut-être ?

Histoire de lui rafraîchir la mémoire, le lendemain de l'affichage de la note, les rectifieurs de l'équipe du matin ont débrayé de 4 h à 8 h et fait une lettre de réponse aux insultes de la direction rappelant que tout bon ouvrier doit avoir de bons outils, qu'il manque des diamants, que les meules sont à retailler, les cadences trop élevées, etc...

Mais, lorsqu'il a fallu la porter au directeur, on a appris que ce monsieur était en train de goûter aux joies des sports d'hiver, et quand l'équipe de l'après-midi a voulu aussi exprimer son mécontentement par un débrayage semblable, on a pu voir les délégués s'activer à les voir et courir de l'un à l'autre pour expliquer que le débrayage était inutile étant donné que la direction était absente, on aurait pu croire qu'ils avaient promis de lui laisser passer des vacances paisibles.

Mais nous sommes curieux effectivement d'apprendre comment, avec de mauvais outils, et les temps records qui nous sont alloués il est possible de faire un travail impeccable.

Et bien, que les chefs qui font dans l'ombre et sur notre dos des critiques judicieuses, nous donnent l'exemple. Et s'il n'est pas satisfaisant que la direction elle-même vienne nous faire une démonstration.

A défaut d'autre chose, on y gagnera au moins une bonne partie de rigolade.

(V.O. MAVILOR n° 12).

A LA C.S.F. (Levallois)

A QUAND LES MIRADORS ?

Au 1er étage du labo CH (55) on vient d'installer un grillage qui entoure quelques camarades qui travaillent sur du matériel « secret ». La direction tient à être en règle avec la Sécurité Militaire et c'est pourquoi elle impose cette mesure aussi stupide que ridicule.

Pour le même motif on avait déjà mis il y a quelque temps des gardiens aux portes du « Sing-Sing » pour surveiller les entrées et les sorties. Sans doute un grillage coûte-t-il moins cher que des gardiens ?

Les camarades du CH ont pris la chose du bon côté, mais ça ne veut pas dire que nous tenons à ressembler à des prisonniers ou à des canaris.

Que la direction se débrouille comme elle veut avec les militaires ; nous sommes des civils et nous entendons le rester.

(V.O. C.S.F. Levallois n° 101).

AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

LES CHAMPIONS DU CHRONOMETRE

La direction poursuit activement l'aménagement des chantiers pour un maximum d'exploitation (surtout des travailleurs).

L'application du taylorisme est la règle essentielle, un nouvel exemple en est donné pour l'accès aux ateliers bordant la nouvelle forme Jean-Bart.

Les travailleurs devront, après s'être changé au vestiaire n° 8, emprunter les cars (si l'on peut appeler ainsi les 4 engins désossés prévus pour entasser chacun 80 personnes) qui les conduiront aux lieux de travail où seront placés les marronniers.

Une minute pour monter
deux minutes de trajet
une minute pour descendre

Celui qui raterait le car étant bien entendu prié de faire étalage de ses dons de coureur à pied.

Grignoter le plus possible pour nous faire gratter davantage, voilà ce que cherche le patron.

A nous de lui rendre la tâche difficile.

(V.O. Chantiers de l'Atlantique n° 188).

A LA C.A.F.L. (Saint-Chamond)

LA DIRECTION NE FAIT PAS DE CADEAU !

A l'Atelier Central Mécanique, un contremaitre a été déclassé. Il a été mis chef d'équipe et évidemment son salaire s'en est ressenti. La direction avait d'abord dans l'idée de lui faire prendre son compte, mais comme il a refusé, elle espère sans doute par ce moyen l'écœurer du boulot, et arriver ainsi à ses fins. Maintenant, comme il manque un contremaître à la place qu'il occupait, il doit être remplacé par un ancien chef d'équipe.

Chefs ou ouvriers [illegible] mes tous logés à la même enseigne. La direction n'a [illegible] se » lorqu'elle a besoin de nous et nous « rejette » quand ses bénéfices le commandent. Nous l'avions déjà dit maintes fois. Par cet exemple, la direction vient de le rappeler [illegible]ment.

(V.O. C.A. [illegible]02.)

CONTRE LE CHOMAGE :

Salaire mensuel garanti - Répartition du travail entre tous

450 000 chômeurs en France. L'année 1968 débute sous de sombres auspices. Et les augures patronaux ne se montrent, dans ce domaine, guère optimistes quant au proche avenir.

Selon les experts économiques de la Chambre de Commerce de Paris, la reprise modérée de l'expansion, prévue pour cette année, ne devrait pas permettre d'améliorer nettement la situation de l'emploi. Et les discours, les maigres mesures, souvent purement symboliques, prises par le Gouvernement, n'incitent guère à plus d'optimisme.

Si la situation ne prend pas, pour le moment, l'allure catastrophique d'une crise économique comme celle des années 30 qui jeta dans les pays capitalistes des dizaines de millions de travailleurs sur le pavé, elle devient cependante inquiétante. Le chômage qui règne aujourd'hui est suffisant pour que chaque travailleur en ressente la menace. Annonce-t-il une crise grave ? Nul ne peut le dire, les spécialistes de l'étude de marché peut-être moins que tout autre. Car ce marché personne ne le connait, et personne ne peut le connaître, dans les conditions de l'anarchie capitaliste.

Mais quelle que soit, demain, la situation, une chose est aujourd'hui certaine : le plein emploi qui, en France, régnait depuis la Dernière Guerre a cessé. Des années durant, la «surchauffe», si l'on emploie la terminologie des spécialistes, qui existait sur le marché de l'emploi, faisait que les salaires augmentaient, bon an, mal an, sans qu'il se produise des mouvements revendicatifs de grande ampleur.

Il suffisait souvent qu'un travailleur change d'employeur — et plusieurs possibilités s'offraient à lui — pour qu'il obtienne un meilleur salaire.

Il existait certes, ici ou là, des poches de chômage localisé : à Saint-Nazaire, par exemple, ou à Decazeville, ailleurs encore. Lié aux conditions spécifiques d'une profession particulière, aux circonstances locales, le phénomène restait limité. Pour lutter contre ce chômage, les syndicats réclamaient du gouvernement qu'il implante de nouvelles industries, ou qu'il exerce une pression sur les capitalistes pour que ceux-ci investissent dans ces régions. Réclamation le plus souvent vaine, car les patrons locaux n'avaient nul désir de voir se développer à leur côté des rivaux qui leur disputeraient la main-d'œuvre locale, faisant aussi augmenter les salaires régionaux. A Saint-Nazaire, il est de notoriété publique que la direction des Chantiers de l'Atlantique s'oppose à l'installation d'une usine de moteurs pour garder le quasi-monopole de l'embauche dans la région, alors que, par ailleurs, elle licenciait des centaines de travailleurs.

Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Aujourd'hui donc, le chômage s'est étendu. De local et d'épisodique, il est devenu général. Il a gagné la France entière. Il atteint maintenant les zones de forte implantation industrielle, et en particulier la région parisienne où la situation risque encore de se dégrader dans les mois qui viennent, de nombreux travailleurs de provinces sans emploi montant à Paris dans l'espoir d'y trouver du travail. Va-t-on demander l'implantation de nouvelles entreprises... dans la région parisienne ?

Ainsi, le patronat, activement aidé par la politique du gouvernement, a enfin obtenu ce que, depuis des années, il appelait de ses vœux : la création d'une masse de chômeurs, de cette armée industrielle de réserve, qui lui permet d'en finir avec la « surchauffe » sur le marché du travail.

« Ras le bol »
Vu à Paris, près de la République
(Photo V.O.)

Du plan de stabilisation de Debré au Ve Plan, il aura fallu quatre ans pour obtenir ce résultat. On peut émettre des doutes quant aux rôles qu'ont pu jouer les mesures gouvernementales dans le développement du chômage. Elles ont au moins le mérite de mettre clairement en évidence les intentions et les objectifs du pouvoir. Si ni le plan Debré, ni le Ve Plan n'ont, à eux seuls, réussi à créer le chômage qui règne actuellement, on trouve dans ces textes la volonté exprimée de voir ce chômage se créer.

Mais cette situation tant désirée des patrons, la contrôleront-ils ? Ce chômage s'arrêtera-t-il aux limites que lui assigne le Ve Plan, ou se développera-t-il jusqu'à bloquer les mécanismes de l'économie française ?

D'un autre côté, les travailleurs accepteront-ils le rôle qu'on leur assigne dans les projets gouvernementaux. Accepteront-ils de payer les frais de l'opération ?

Car un des éléments qui échappe à l'appréciation des experts du pouvoir, c'est justement l'attitude de la classe ouvrière qui, se mobilisant derrière un programme revendicatif précis peut imposer de ne pas payer. la note de la situation économique actuelle. Ce programme il faut le définir.

La gauche parlementaire, et en premier lieu le P.C.F., préconisent des nationalisations démocratiques. Elle propose donc... d'attendre les prochaines élections législatives qui, si leur issue est favorable, créeraient les conditions favorables à l'application d'un tel programme.
Beau programme en effet...

Encore faudrait-il que le président de la République accepte de laisser cette assemblée de gauche batifoler à sa guise. Mais ce n'est pas encore l'essentiel, car il faudrait surtout que nos fins stratèges expliquent aux travailleurs les moyens qu'ils envisagent pour imposer leur programme à des capitalistes encore maîtres des entreprises, c'est-à-dire de l'essentiel. Sur ce point, le programme est fort peu loquace. Par contre, certaines expériences récentes celle des nationalisations en France en 45-47, celle que subissent actuellement les travailleurs anglais, avec le gouvernement travailliste de Wilson qui, lui aussi avant d'être élu, promettait des nationalisations — sont éloquentes.

C'est aujourd'hui que le chômage frappe les travailleurs. Ils ne peuvent attendre que l'illusoire programme d'une gauche dont la victoire est hypothétique se réalise en 1972.

Dès maintenant il est nécessaire, il est possible d'engager la lutte autour de revendications essentielles :

— Pour l'augmentation générale des salaires,
— Pour le salaire mensuel garanti,
— Pour la répartition du travail entre tous les travailleurs.

La lutte pour la réalisation de ce programme, les centrales syndicales refusent de l'engager, lui préférant la perspective de lendemains parlementaires... qui déchantent. C'est pourtant le seul moyen dont disposent les travailleurs pour s'opposer au plan de misère du patronat et de son gouvernement.

J.-P. VIAL

LES JEUNES NE VEULENT ÊTRE NI CHOMEURS, NI PARIAS

LE chômage que le patronat souhaitait depuis des années pour peser sur les salaires est apparu et commence à prendre des proportions qui inquiètent les pouvoirs publics eux-mêmes. Mais le gouvernement qui a pris l'habitude de traiter les problèmes avec le plus magnifique cynisme ne se laisse pas déconcerter pour autant. Le chômage oui bien sûr ! mais les ordonnances ont prévu d'y apporter remède en augmentant les allocations...

Une des couches les plus touchées par le chômage ce sont les jeunes. Le gouvernement a prévu depuis longtemps que l'arrivée des jeunes générations sur le marché du travail poserait des problèmes à partir de 1965 c'est-à-dire 20 ans après la fin de la deuxième guerre. Mais qu'a-t-il fait pour donner une solution à ces problèmes ? Comme d'habitude rien. Car en matière d'enseignement comme en matière de l'emploi le gouvernement ne connait que la méthode Coué : tout va bien, tout va bien, tout va bien. A force de le répéter on finira par s'en persuader.

Donc s'il y a du chômage c'est parce que les jeunes arrivent sur le marché du travail. Puisqu'on s'y attendait, il n'y a pas lieu de s'en inquiéter.

Pourtant le Secrétaire d'Etat à l'Emploi, M. Chirac, vient d'affirmer que le problème de l'emploi des jeunes commençait à préoccuper M. Pompidou et le Général de Gaulle lui-même. Alors il apporte des « solutions » qui voudraient être des apaisements.

PREMIERE SOLUTION

Informer les jeunes, des métiers qui existent et des professions susceptibles de les utiliser. L'information est devenue la tarte à la crème du régime. Il n'y a pas de vrais problèmes. Il n'y a que des gens mal informés. Si des cadres ont des problèmes d'emploi, c'est qu'ils sont mal informés.

Si les paysans ont des difficultés c'est qu'ils sont mal informés.

Si les jeunes ne trouvent pas de travail, c'est qu'ils sont mal informés.

Et pourtant nous avons en M. Gorse, un ministre de l'Information qui ne manque pas de salive, mais qui n'a pas d'écoles, ni d'emplois à proposer aux jeunes.

DEUXIEME SOLUTION

Attirer les jeunes vers la formation professionnelle en augmentant les indemnités et en assurant un emploi à la sortie des centres de formation grâce à des accords avec les patrons. Comment M. Chirac entend-il obliger les patrons à embaucher ces jeunes ? Si les patrons n'embauchent pas les jeunes, c'est qu'ils estiment qu'ils n'en ont pas besoin.

Dans une situation économique florissante, il n'y a pas besoin d'accords spéciaux avec les patrons pour les obliger à embaucher des jeunes. Mais quand commence la récession, aucun accord ne peut obliger les patrons à embaucher une main-d'œuvre qu'ils estiment inutile.

TROISIEME SOLUTION

Ouverture d'un bureau de l'Agence Nationale de l'Emploi dans chaque département. Si l'économie n'a pas besoin de main-d'œuvre que pourra offrir ce bureau aux jeunes à la recherche d'un emploi ? Après la queue au bureau de chômage, la queue aux Assedics, on pourra, en plus, faire la queue au bureau de placement.

QUATRIEME SOLUTION

Inciter les entreprises à se rajeunir, en accordant la pré-retraite aux travailleurs âgés pour permettre l'embauche des jeunes. Ce n'est pas bête comme système. C'était même un mot d'ordre des syndicats avant la guerre : du travail pour les jeunes, une retraite pour les vieux. Les syndicats de Loire-Atlantique ont tenté de saisir les paroles imprudentes de M. Chirac. Pour les besoins de la cause les représentants de la C.F.D.T. ont essayé de séduire les patrons en leur faisant miroiter qu'indépendamment de l'aspect humain (sic) il serait certainement plus rentable pour les patrons de faire travailler des jeunes à la place des vieux « dont le rendement diminue avec l'âge ». Eh bien Messieurs les patrons ne se sont pas pour autant laissés fléchir. Et ils n'ont pas mâché leurs mots pour le dire. Pour eux la retraite est à 65 ans. Ils veulent bien accepter de « dégager du personnel âgé d'une façon honorable » lorsque leurs effectifs sont en surnombre, mais ce n'est pas pour le remplacer par des jeunes.

CINQUIEME SOLUTION

Enfin si l'on veut que les jeunes travaillent, il faut qu'ils aillent là où on a besoin d'eux. Pour la grosse majorité d'entre eux cela signifie s'éloigner du milieu familial. Oui mais pour vivre seul, il faut manger et se loger en premier lieu. Pas question de donner à un jeune un salaire lui permettant de louer un appartement (même petit) et de manger au restaurant. Alors la solution gouvernementale qui d'ailleurs n'est qu'une proposition et non une réalisation c'est d'augmenter le nombre de foyers de jeunes travailleurs.

Ainsi les jeunes seront embrigadés 9 ou 10 heures par jour à l'atelier, repas collectifs à la cantine, sommeil et repos au foyer, loisirs à la Maison des Jeunes, vacances en colonies. Quel avenir pour la jeunesse !

De toute façon cela ne donnera pas du travail aux jeunes. Quand il y a du chômage ce sont les moins qualifiés qui sont touchés en premier lieu. Les jeunes qui arrivent sans expérience, sans certificat, même avec un C.A.P., sont les premiers touchés. Mais si les jeunes ont la malchance d'être les premières victimes, si ce sont eux qui font les premiers chômeurs en cas de récession ou de crise et les premiers morts en cas de guerre ; ils ont la chance d'être jeunes, d'avoir une énergie toute neuve et de n'être pas encore totalement prisonniers du système d'exploitation. Ils sont les mieux placés pour apprendre et comprendre, à la dure école de la vie, que le chômage n'est pas un fléau naturel et inévitable, qu'il est seulement une conséquence du régime capitaliste.

Et puisque l'exploitation capitaliste les place au premier rang des victimes, à eux de se placer au premier rang du combat et de montrer à la bourgeoisie qu'on n'impose pas impunément aux jeunes d'aujourd'hui d'entrer dans la vie en chômeur, en paria.

H. VAUQUELIN.